

Catalogue d'initiatives locales

MAI 2022

LA DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE EN ACTIONS



SOMMAIRE

INTRODUCTION

02

NOTE DE DÉFINITION

03

ANALYSE

06

Méthodologie et typologie

Analyse de l'échantillon

Retour d'expérience

FICHES INITIATIVES : EXEMPLES

12

INTRODUCTION

Ce catalogue d'initiatives locales a été réalisé dans le cadre d'un projet collectif mené par Leticia Do Valle, Gervely Teneus et Angie Paola Guavita Pintor, étudiant.es de l'Institut d'Études du Développement - Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Ce projet collectif vise, à partir de l'analyse d'initiatives de terrain, à préciser le contour de la démocratie alimentaire, donner à voir la diversité des initiatives de la société civile qui interviennent dans ce domaine et mettre en évidence les leviers d'action dont disposent les collectivités locales pour développer la démocratie alimentaire sur leurs territoires.

Les initiatives présentées et analysées proviennent en partie de [l'observatoire de RESOLIS](#).

Une dizaine de fiches initiatives ont été rédigées dans le cadre de ce projet collectif suite à des entretiens réalisés par les étudiant.es. Elles sont présentées dans ce document.

Ce projet collectif a été encadré par Marie Cosse et Sophie Le Jeune, chargées de mission à RESOLIS et Chloé Sécher, chargée de mission au RTES.



Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES) réunit des collectivités territoriales qui s'engagent pour le développement de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) sur leur territoire.

En 2022, le réseau rassemble plus de 180 collectivités : conseils régionaux, conseils départementaux, métropoles, intercommunalités et communes.

Le RTES a engagé en 2020 un chantier de travail sur la thématique Alimentation durable & ESS.



NOTE DE DÉFINITION

LA DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE

Qu'est-ce que la démocratie alimentaire ?

Face aux scandales sanitaires du secteur agroalimentaire, aux impacts négatifs du processus de production agricole et alimentaire sur l'environnement, la société et le développement des territoires, à l'appauvrissement d'une partie de la profession agricole et d'une frange croissante de consommateurs, le concept de démocratie alimentaire émerge comme une volonté citoyenne d'avoir une meilleure maîtrise sur son alimentation à chaque étape du système alimentaire.

La notion de démocratie alimentaire apparaît donc en réponse à la complexification croissante du système alimentaire. Elle traduit un désir de reprise en main par les citoyens des conditions d'accès à une alimentation de qualité, pour tous. En 1998, Tim Lang, alors professeur de politique alimentaire au Centre for Food Policy de la City University de Londres, définit le premier ce concept de démocratie alimentaire comme :

" la grande lutte au cours des siècles, dans toutes les cultures, pour permettre à tous les citoyens d'avoir accès à une alimentation décente, abordable et bénéfique pour la santé, cultivée dans des conditions dans lesquelles ils peuvent avoir confiance ".



La démocratie alimentaire comprend donc :

- L'accès à une alimentation choisie et saine, en considérant les freins économiques, socio-culturels et géographiques.
- L'aspiration pour les citoyens d'influer sur les orientations agricoles et alimentaires de leur territoire, au-delà du seul acte de consommation.
- Une plus forte transparence sur le fonctionnement du système alimentaire, une plus grande accessibilité de l'information, y compris sur les conditions de production
- Des modalités favorisant une gouvernance inclusive et horizontale, permettant notamment de dépasser les relations asymétriques aidant/aidé dans le domaine de la lutte contre la précarité alimentaire
- La volonté de disposer d'espaces et de lieux d'échanges et d'action (tiers lieux, jardins partagés, espaces de débat)
- La défense du droit à une alimentation durable.

Une volonté citoyenne de pouvoir agir sur le système alimentaire

Pour mieux comprendre les contours de la notion de démocratie alimentaire, il est donc essentiel de bien saisir quelles sont les différentes fonctions d'un système alimentaire. Un système alimentaire traduit la "façon dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture" (Malassis, 1994). En d'autres termes, un système alimentaire est caractéristique de "l'organisation des sociétés pour produire (production agricole, transformation, stockage, transport, etc.) et pour consommer (distribution, préparation domestique ou industrielle, restauration et consommation) des aliments" (Malassis, Ghersi : 2000).

Ce système s'articule autour de 4 fonctions nécessaires (Paturel Ndiaye :2020) :

- La production agricole (intrants agricoles, productions végétales, productions animales) ;
- La transformation (artisanale ou industrielle : conditionnement de récoltes, fabrication de produits alimentaires, abattage, conservation...) ;
- La distribution (circuits longs, circuits courts, hybridations diverses : emballage, transport, entreposage, marketing) ;
- La consommation (restauration domestique ou hors foyer : achat, préparation des aliments, ingestion des aliments, tri et disposition).

Un système alimentaire qui s'est progressivement complexifié et libéralisé

L'essor des transports industriels, la logique de spécialisation des territoires et l'essor de l'usage d'intrants chimiques agricoles constituent des vecteurs d'internationalisation des flux, et de mondialisation des systèmes alimentaires.

Or cette organisation et ses fonctions se sont largement spécialisées, industrialisées et mondialisées à partir du milieu du XIXe siècle. On peut même remonter au XVIIIe siècle pour certains produits à forte valeur ajoutée à l'image du thé, du café et des épices, dans un découplage progressif entre producteurs et mangeurs (Fumey : 2007). L'essor des transports industriels, la logique de spécialisation des territoires et l'essor de l'usage d'intrants chimiques agricoles constituent des vecteurs d'internationalisation des flux, et de mondialisation des systèmes alimentaires.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les stratégies agricoles des pays européens visent à assurer une sécurité alimentaire en augmentant la productivité, pour pallier aux pénuries alimentaires et à la faim sur le continent. Les années 1970 et 1980 ont marqué une libéralisation progressive des marchés agricoles et alimentaires et permis aux denrées alimentaires d'être échangées dans le monde entier avec des prix fluctuants selon les évolutions de l'offre et de la demande. La création de l'Organisation Mondiale du Commerce (1995) manifeste l'affaiblissement du contrôle des États sur les marchés agricoles.

Le Sommet de l'alimentation en 1996 apparaît comme un tournant par rapport à cette accélération de la mondialisation dans le domaine agricole et alimentaire, en mettant en lumière l'enjeu de l'alimentation durable et celui de la qualité nutritionnelle. Ce sommet définit la sécurité alimentaire comme la situation dans laquelle "tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active" (FAO, 1996). La définition de la sécurité alimentaire est un premier pas vers le concept de démocratie alimentaire, qui émerge en 1998 sous la plume de Tim Lang.

En 2010, les mouvements alternatifs défendent aux États-Unis la notion de Justice Alimentaire, qui permet d'enrichir la notion de démocratie alimentaire. En 2010 dans "Food justice", Gottlieb et Joshi définissent la justice alimentaire comme "un partage équitable des bénéfices et des risques concernant les lieux, les produits et la façon dont la nourriture est produite, transformée, transportée et distribuée et mangée". Ils introduisent ainsi le principe de justice sociale et avec elle disent la priorité de l'alimentation des populations pauvres et des minorités ethniques, mettant en avant les enjeux d'inclusivité.

La démocratie alimentaire, qui fait écho aux notions de souveraineté alimentaire et de justice alimentaire, contrebalance le manque de régulation par l'État du secteur agroalimentaire et la prééminence de l'industrie agroalimentaire, qui marginalise le pouvoir des citoyens sur leur alimentation.

Incarnations concrètes de la démocratie alimentaire

La démocratie alimentaire offre donc un cadre de pensée et d'actions collectives dans la lutte contre les inégalités alimentaires. Les pratiques démocratiques qui l'animent peuvent prendre de nombreuses formes et sont mises en œuvre par une grande diversité d'acteurs, publics et privés. L'inclusion et le pouvoir d'agir des citoyens sont cependant au centre de toutes les actions de démocratie alimentaire, qui visent à l'émergence de nouveaux paradigmes politiques et économiques fondés notamment sur la gestion collective des biens communs. Les initiatives peuvent alors valoriser et renforcer l'accès des citoyens à l'information et au débat, au travers du développement de Tiers-lieux. Elles peuvent aussi s'articuler autour de l'action citoyenne, par la co-construction de solutions ou leur participation à des processus de décisions liés à l'alimentation. La démocratie alimentaire s'incarne également dans des actions favorisant l'accès de tous à une offre alimentaire durable et saine, notamment au travers de coopératives ou de collectifs citoyens pour l'aide alimentaire.

Cette publication présente un ensemble de fiches initiatives présentant autant d'actions concrètes de démocratie alimentaire portées par des structures de l'ESS. Elle a pour objectifs de faire connaître aux citoyens et aux collectivités des initiatives privées ou des mesures publiques de référence.

DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE ET ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE.

L'économie sociale et solidaire (ESS)^[1] est largement présente dans les actions de démocratie alimentaire.

Les Amap sont par exemple l'un des acteurs de la démocratie alimentaire. Ce sont des agriculteurs qui ont lancé au début des années 2000 la toute première Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (Amap) dans le Var, pour conserver leur activité face à la disparition rapide des petites exploitations sur leurs territoires.

Coopératives alimentaires, épiceries solidaires, jardins d'insertion, tiers-lieux nourriciers, sociétés coopératives d'intérêt collectif de structuration de filières, groupements d'achats et autres formes de valorisation des circuits courts alimentaires se déploient ainsi dans les territoires et prônent de nouvelles formes de solidarité entre producteurs et consommateurs. Elles répondent aux enjeux d'accès à l'alimentation tout en apportant une alternative à l'assistance alimentaire.

Ces initiatives de l'ESS remettent la consommation locale et le respect de l'environnement au cœur des préoccupations sociétales.

[1] <https://www.economie.gouv.fr/economie-sociale-et-solidaire-ess>

Analyse du thème

Méthodologie

Depuis la création de RESOLIS, il y plus de 10 ans, le pôle Alimentation responsable et durable (ARD) a repéré plus de 1200 initiatives d'alimentation responsable et durable (IARD) et mesures de politique publique en faveur de l'ARD (MESARD) dans le cadre de collaborations avec les fédérations de collectivités territoriales (telles que Régions de France, la Fédération des Parcs naturels régionaux de France, France urbaine et l'Assemblée des départements de France). Ces repérages, observations et analyses ont été menés le plus souvent dans des territoires-pilotes. Plus de 180 étudiants en projets collectifs ou en stages individuels ont été mobilisés pour appuyer ces missions d'identification des pionniers de la transition agricole et alimentaire. Ces initiatives sont aujourd'hui publiées dans [un observatoire en ligne](#) cartographié et valorisées dans des catalogues et publications.

Grâce aux financements du Ministère de la Transition écologique, de la Banque des Territoires - Groupe Caisse des Dépôts et de la Fondation Daniel et Nina Carasso, nous nous sommes attelés en 2021 à construire une nouvelle manière de valoriser nos données en adoptant une démarche thématique. Il s'agit de compléter l'observatoire cartographié par une plateforme de recherche par thèmes, d'usage facile et permettant un accès plus immédiat pour les acteurs de terrain.

Pour le thème Démocratie alimentaire, nous avons élaboré une méthode de filtrage et d'extraction des initiatives basée sur une grille de caractérisations développées au fil des ans par le programme ARD (présentées dans notre Guide méthodologique RESOLIS) afin de constituer un échantillon thématique large.

Ce premier échantillon a été passé en revue fiche par fiche, en vue d'épurer les données et de sélectionner les initiatives les plus en lien avec le thème. Nous avons réalisé une recherche documentaire dans la littérature scientifique et les rapports techniques pour élaborer des typologies permettant de classer les différentes initiatives et les mesures de politique publique selon les types définis, mais aussi de façons parlantes pour les acteurs de terrain et les décideurs locaux.

Nous avons ensuite sélectionné un sous-échantillon d'initiatives, présentées dans ce catalogue, en tenant compte de leur valeur d'exemple et de leur capacité à représenter la structuration de la thématique concernée.



Typologie du thème démocratie alimentaire

L'échantillon analysé comprend 97 initiatives et mesures de politique publique (celles collectées par les étudiant.es dans le cadre de ce projet collectif et des initiatives déjà présentes dans l'observatoire RESOLIS).

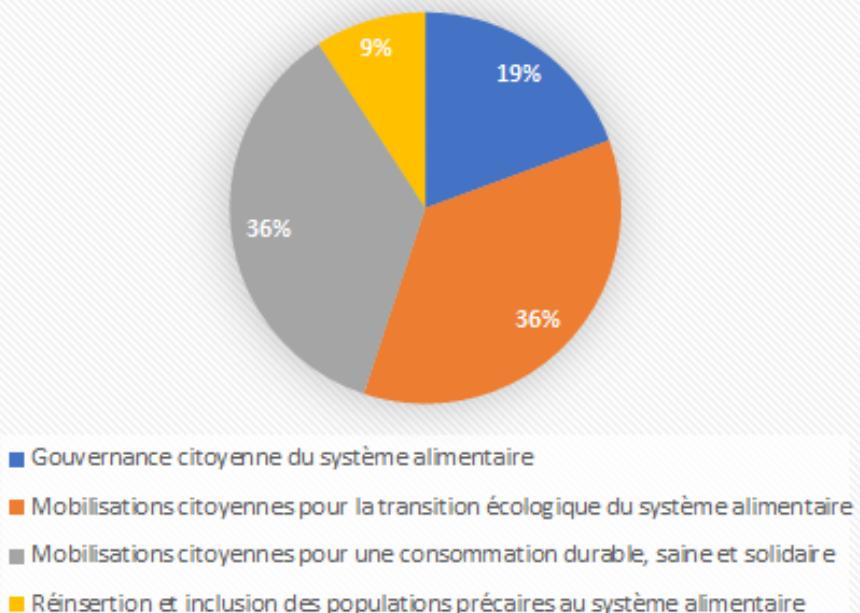
L'étude de l'ensemble de ces initiatives permet d'analyser les tendances des actions de terrains pro-démocratie alimentaire.

4 sous-thèmes de démocratie alimentaire émergent de l'observation de ces mesures et initiatives.

- La gouvernance citoyenne du système alimentaire
 - Les mobilisations citoyennes pour la transition écologique du système alimentaire
 - Les mobilisations citoyennes pour une consommation durable, locale et solidaire
 - La réinsertion et l'inclusion des personnes précaires au système alimentaire

Les frontières entre ces sous-thèmes sont cependant poreuses, une initiative citoyenne pouvant couvrir différents sous-thèmes, comme c'est le cas des jardins partagés nourriciers. Le sous-thème principal a donc été sélectionné pour chacune de ces initiatives ou mesures.

Répartition des initiatives par sous-thèmes



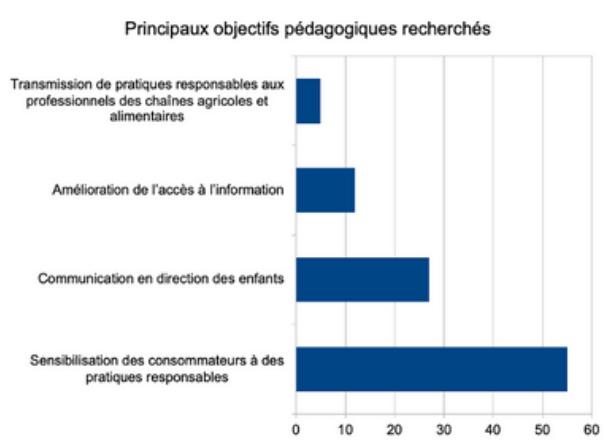
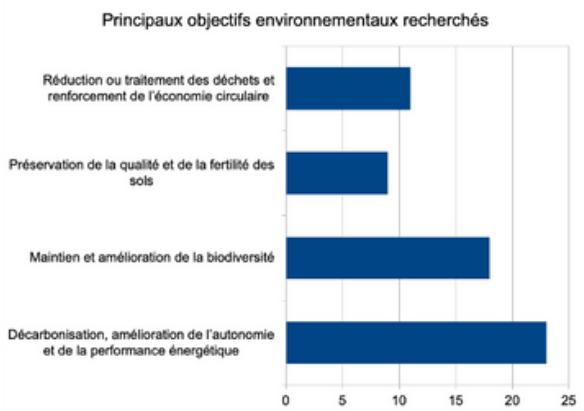
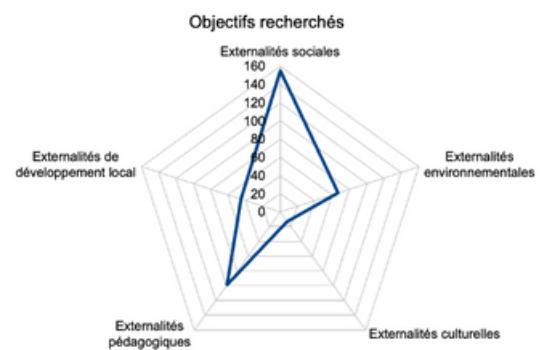
Analyse de l'échantillon

On observe que les initiatives et mesures de démocratie alimentaire étudiées poursuivent en priorité des objectifs sociaux (41% des externalités recherchés). Ainsi, la plupart des initiatives visent à la création et au renforcement du lien social (21%), ainsi qu'à l'amélioration de la santé par une alimentation saine (10%). L'aide et l'insertion de personnes en difficulté est aussi un objectif social majeur. Les objectifs de démocratie alimentaire sont donc étroitement liés à l'émergence d'une société plus solidaire.

Cependant, les initiatives vont bien au-delà d'œuvrer directement pour la justice sociale : cet objectif principal est accompagné d'objectifs de types pédagogiques (26%), suivis par des objectifs environnementaux (18%), ainsi que d'objectifs pour le développement local et enfin pour la diversité culturelle. Il apparaît que la sensibilisation des consommateurs à des pratiques responsables est l'un des principaux objectifs pédagogiques.

Il est important de noter aussi la diversité des acteurs portant les initiatives de démocratie alimentaire. Celles-ci sont en majeure partie l'œuvre d'organisations de la société civile, notamment des associations, des ONGs ou des collectifs. Ces organisations formelles ou informelles permettent la structuration des engagements citoyens pour la démocratie alimentaire. D'autres structures privées, s'appuyant également sur l'engagement citoyen telles les exploitations agricoles, les fermes d'insertion ou pédagogiques, mais aussi les restaurateurs, traiteurs et petits commerces, jouent un rôle majeur dans l'alimentation et l'agriculture. Le secteur public, souvent par le biais des collectivités territoriales et des établissements publics spécialisés, porte des initiatives liées à la concertation citoyenne pour la gouvernance collective, soutient de nombreuses actions citoyennes de terrain.

Cette grande diversité d'acteurs porteurs d'initiatives de démocratie alimentaire, qui reflète la diversité des acteurs engagés dans le système alimentaire, contribue grandement à la dynamique de transition agricole et alimentaire.



Retours d'expériences

Les initiatives et mesures en faveur de la démocratie alimentaire butent parfois sur des freins et des difficultés de mise en œuvre.

Un frein majeur à la mise en pratique d'actions collectives de démocratie alimentaire est la difficulté d'accès au foncier : qu'il s'agisse de l'accès à un local de travail ou à des terres pour la production. Cette difficulté découle de la pression foncière, du coût élevé des loyers, mais parfois aussi de l'absence d'intervention des collectivités locales pour les mettre à disposition des citoyens. Des porteurs d'initiatives font aussi part de la précarité de leur bail et de la crainte de perdre leur espace de travail ou de production. Pour répondre à ces enjeux, des particuliers et des collectivités locales s'engagent et proposent des solutions transitoires ou pérennes d'accès au foncier.

La mobilisation de fonds, souvent orientée vers les projets de court terme, est aussi un défi à la pérennisation des initiatives citoyennes. Les acteurs cherchent ainsi à renforcer leurs capacités en levée de fonds et à diversifier leurs sources de financements, en se tournant vers les fondations d'entreprise ou le financement participatif. Les partenariats de long terme sont valorisés afin d'assurer la pérennité des actions.

Certaines initiatives peinent à mobiliser les citoyens, faute de communication efficace et du fait d'une faible habitude à des processus participatifs. L'inclusion des citoyens peut être favorisée par une participation dès le début du montage de l'initiative. Les efforts de communication et de mobilisation des publics précaires, visent à améliorer l'inclusivité des initiatives. Sur le plan interne et organisationnel, les initiatives repérées sont parfois confrontées à un manque de moyens humains : absence de salariés, bénévolat occasionnel ou intermittent, etc...

Les organisations en gestion horizontale peuvent rencontrer des défis dans l'animation de processus de décision démocratiques au sein de la structure. Pour pallier ces difficultés, des formations sont proposées aux bénévoles et les organisations s'appuient sur un volontariat de compétence. Une autre difficulté tient à l'absence de cadre légal propre à certaines initiatives citoyennes, qui pèse sur leur reconnaissance par les acteurs institutionnels et pose d'importants freins administratifs ou juridiques limitant le déploiement de leurs actions.

L'une des observations majeures de cette étude est la faible mobilisation du concept de démocratie alimentaire par les acteurs de terrain. Les porteurs d'initiatives s'y réfèrent peu, ce qui limite les partenariats et la mise en réseau des acteurs de la démocratie alimentaire. Assurer l'appropriation du concept de démocratie alimentaire par les acteurs de terrain apparaît maintenant nécessaire au développement des initiatives et mesures politiques. Cela requiert davantage de travaux de recherche sur le sujet, mais aussi des échanges réguliers entre les acteurs du système agricole sur cet enjeu.

Les acteurs de l'ESS au cœur de la démocratie alimentaire

L'analyse de l'échantillon thématique de RESOLIS révèle le fort engagement des acteurs de l'économie sociale et solidaire soutenant des initiatives de démocratie alimentaire, mais aussi l'importance du rôle des collectivités territoriales pour faciliter leur émergence. Les structures de l'ESS interviennent sur des maillons différents pour le développement d'une alimentation plus durable : dans l'éducation/la sensibilisation, la justice alimentaire, la lutte contre le gaspillage, le développement d'une agriculture responsable, le développement de circuits courts, la structuration de filières de proximité.

DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES INITIATIVES

- **Difficulté d'accès au foncier**
- **Faible mobilisation de fonds**
- **Difficultés dans la mise en place et l'animation de processus participatifs**
- **Absence de cadre légal pour certaines initiatives**
- **Faible mobilisation du concept de démocratie alimentaire par ses acteurs**

Les acteurs de l'ESS sont ainsi positionnés sur l'accompagnement à l'installation paysanne, la réappropriation des conditions de production : c'est le cas de la foncière Terre de liens, du réseau des CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural), du réseau des CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole), des jardins maraîchers d'insertion sociale, etc.

A l'étape de la transformation, certaines conserveries, légumeries ou abattoirs sont sous forme coopératives, par exemple en SCIC (société coopérative d'intérêt collectif)..

Les initiatives ESS sont présentes à l'échelle de la distribution, via par exemple les épiceries solidaires ou les structures de vente en circuit court telles les AMAP, les supermarchés coopératifs, le commerce équitable, etc.

Enfin à l'échelle de la consommation, de nombreuses structures de l'ESS interviennent sur le plan de la sensibilisation aux enjeux d'une alimentation durable, de la réduction des déchets alimentaires, etc.

Les collectivités territoriales jouent un rôle clé dans l'émergence des initiatives de démocratie alimentaire, grâce à des financements, des partenariats de long terme, ou encore par la mise à disposition de foncier aux structures de l'ESS.



LEVIERS D'ACTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- **Soutenir les projets** de sensibilisation portés par des acteurs de l'ESS : ateliers de cuisine, fermes pédagogiques, etc.
- **Favoriser l'accès de tous à une alimentation locale** et soutenable en soutenant les structures de l'ESS qui associent les habitants : épiceries solidaires, supermarchés coopératifs, etc.
- **Accompagner la création de lieux partagés** favorisant les actions de sensibilisation et la mixité sociale autour de l'alimentation.
- **Favoriser les démarches de coopérations** entre acteurs pour l'émergence de circuits courts alimentaires solidaires.
- **Développer un projet alimentaire solidaire** : préserver et mobiliser le foncier agricole (mise à disposition de terres, collaborations avec la foncière solidaire Terre de liens, participation aux SAFER...).
- **Intégrer les acteurs de l'ESS dans les PAT (Projet Alimentaire Territorial)**

ÉCHANTILLON D'INITIATIVES PAR SOUS- THEMES

GOUVERNANCE CITOYENNE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

- L'association MADabrest **13**

MOBILISATIONS CITOYENNES POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

- La ferme urbaine de Sausset **16**

MOBILISATIONS CITOYENNES POUR UNE CONSOMMATION DURABLE, LOCALE ET SOLIDAIRE

- Les Loco-Motivés **19**
- Le Cabas solidaire **22**
- Diony Coop **25**
- CoopaParis **28**

RÉINSERTION ET INCLUSION DES PERSONNES PRÉCAIRES AU SYSTÈME ALIMENTAIRE

- Les Mamas de Grigny **31**
- La Ferme de la Butte Pinson **34**

L'association MADabrest promeut la démocratie alimentaire à Brest



Créée en 2019, l'association Madabrest vise à expérimenter sur la métropole de Brest la notion de démocratie alimentaire. L'association place au cœur de ses initiatives l'éclusion et la mobilisation d'une communauté citoyenne pour un accès de tous et toutes à l'alimentation territoriale et locale. Ce travail se fait par la mise en place d'un espace de dialogue, un tiers lieu, comme lieu de démocratie alimentaire et de mobilisation citoyenne. Les actions de l'association couvrent aussi l'organisation d'événements culturels, ainsi que le design participatif, la mise en place et l'évaluation de solutions durables d'accessibilité alimentaire.

✍ AUTEUR(S)

SUPKOVA MARKÉTA
marketa@madabrest.com
Fiche rédigée par Angie
GUAVITA

⌚ PROGRAMME

Lieu de réalisation: Brest

👤 ORGANISME(S)

MADABREST
Brest - 29200
6 Rue Pen Ar Creac'H

COMITÉ DE LECTURE

📅 Date de lecture de la fiche

11/04/2022

📍 Localisation

France

Bretagne

Finistère

Domaine

Alimentation

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Envergure du programme

Locale Nationale

Bénéficiaires

Population urbaine

Population rurale

Agriculteurs

Outil d'intervention

Outil de planification Programme d'actions

Type d'acteur

Acteurs de la consommation

Outil opérationnel Manifestations (foire, rencontres territoriales, campagnes publicitaires, etc.)

Outil opérationnel Mise à disposition (création, gestion, entretien, développement) d'infrastructures/outils/équipements (marché, bâtiment, ressources électroniques, etc.)

Type d'action

Valorisation non alimentaire Pédagogie / sensibilisation

Services d'accompagnement Mise en relation des acteurs

Consommation Consommation alimentaire (Autre)

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de l'accès à l'alimentation

Sociaux Crédit et renforcement du lien social

Pédagogiques Amélioration de l'accès à l'information

Champ d'action

Agir en faveur de l'accès à l'alimentation

Agir sur l'éducation à l'alimentation

ORIGINE ET CONTEXTE

Madabrest est une association fondée en 2019 dans la région de Brest. Au travers de ses précédentes expériences de terrain pour accompagner le développement de projets alimentaires territoriaux, la fondatrice a observé la nécessité d'une plus grande participation des citoyens à l'élaboration et la mise en œuvre de projets et politiques alimentaires. Madabrest a donc émergé pour soutenir une mobilisation citoyenne, afin de favoriser l'émergence de solutions démocratiques et participatives pour l'accès de tous à l'alimentation durable. Ainsi, elle suit l'idée de gouvernance alimentaire territoriale qui permet d'explorer concrètement la notion de démocratie alimentaire.

OBJECTIFS

Madabrest vise à promouvoir un changement du système alimentaire pour qu'il soit en mesure de satisfaire l'accès de tous et toutes à une alimentation durable, impliquant une offre alimentaire de saison, locale, respectueuse des droits sociaux, de l'environnement et de la condition animale. L'objectif est alors de remettre au cœur des débats sur l'alimentation la notion d'accessibilité en garantissant l'accès des citoyens à l'information et au dialogue. L'association vise également à expérimenter sur le terrain et à approfondir la participation citoyenne et la démocratie alimentaire.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

La structure œuvre autour de 5 axes de participation citoyenne, qui constituent sa définition de la démocratie alimentaire :

- Pouvoir se rencontrer : construire l'espace pour partager des expériences à travers le tiers lieu. **La Maison de l'Alimentation Durable (MAD)**, tiers lieu nourricier, est le principal chantier de l'association.
- Pouvoir s'informer : construire un agenda mensuel avec des initiatives autour du bien manger ouvertes au public. **La Marmite** est un programme d'événements, ateliers et débats visant à sensibiliser et outiller les acteurs sur les questions d'alimentation.
- Pouvoir se nourrir durablement : promouvoir les circuits courts pour la commercialisation d'aliments durables et locaux.
- Pouvoir d'agir : créer des espaces pour la co-construction de solutions et de politiques autour de la question alimentaire. Ateliers d'intelligence collective et animation du programme quartier nourricier, en lien avec les habitants.
- Pouvoir évaluer : apprécier l'impact des actions réalisées et l'évolution du territoire vers plus de résilience alimentaire et démocratique. Mise en place de l'indice Équité Alimentaire Territoriale.

Pour développer ces 5 axes, l'association construit des partenariats communautaires sur le terrain avec différents acteurs institutionnels et opérationnels, et crée les conditions et un cadre pour l'établissement d'un dialogue citoyen afin de construire une solution alimentaire pour une meilleure accessibilité à l'alimentation.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- Mise en place de l'indice d'évaluation d'impact, visant à évaluer le lien entre les citoyens et l'alimentation durable. Un premier test a déjà été effectué sur le territoire de la métropole pour l'enjeu de la participation.
- La première programmation de 'la Marmite', qui était ouverte au grand public, avec la participation de nombreuses personnes aux différentes activités liées à l'alimentation.
- Une méthodologie de design participatif a été appliquée dans 2 quartiers de la ville pour identifier les problèmes majeurs qui les empêchent d'accéder à une alimentation durable.

ORIGINALITÉ

Le projet s'inspire d'autres initiatives travaillant sur l'alimentation. Toutefois, l'association est pionnière sur le territoire de Brest dans la conception d'un tiers lieu dédié à la démocratie alimentaire. Ce tiers-lieu est un lieu privilégié de dialogue citoyen et d'initiatives collectives. Au travers d'une définition de la démocratie alimentaire

en 5 axes d'action, l'association parvient aussi à lier efficacement sa définition de la démocratie alimentaire à un panel d'actions concrètes.

PARTENARIAT(S)

Le public visé est la population métropolitaine de Brest, en particulier les parties prenantes à la question alimentaire, c'est-à-dire les citoyens d'une part, et les collectifs et différents acteurs du système alimentaire d'autre part, l'intérêt étant de mobiliser toutes les parties prenantes, l'ensemble du système alimentaire.

Au niveau national, l'association a noué des alliances avec RESOLIS, ART, Démocratie ouverte, pour créer un laboratoire de démocratie alimentaire. Au niveau local, en fonction des besoins, des partenariats sont développés avec différents acteurs tels que les producteurs locaux.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

- Difficulté d'accès à un local fixe pour l'installation du tiers-lieu nourricier, la MAD
- Une prise en compte encore limitée des voix citoyennes et des besoins des habitants dans la définition des stratégies et politiques pour l'alimentation durable

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Mise en place de la NOMAD, tiers lieu itinérant comme solution avant l'installation permanente de la MAD.
- Échange régulier entre citoyens et partenaires institutionnels, pour faire dialoguer mobilisation citoyenne et gouvernance.
- Stratégie d'association avec des acteurs nationaux pour développer un laboratoire commun de la démocratie alimentaire afin de valoriser la participation citoyenne à l'échelle nationale.

Améliorations futures possibles :

- Formations à destination des élus sur la sensibilisation à la démocratie alimentaire et sa mise en œuvre
- Développer les partenariats entre acteurs nationaux pour l'émergence de laboratoires de coconstruction de la démocratie alimentaire

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

- Le tiers-lieu offre un espace de travail et d'expérimentation sur la démocratie alimentaire, et constitue un lieu d'échange entre les acteurs de la démocratie alimentaire.
- Le programme mensuel d'événements autour du bien manger facilite l'accès à l'information et entretient une dynamique citoyenne active.
- Les partenariats de l'association avec une diversité d'acteurs institutionnels, de citoyens et de producteurs sont au cœur de l'émergence d'actions concertées et conjointes.

La ferme urbaine de Sausset : espace d'échange et de sensibilisation dans le 93

La Ferme du Sausset est une ferme urbaine installée sur d'anciennes friches urbaines du 93. La ferme a été initiée en 2021 suite à un appel à projet lancé par le Département de Seine-Saint-Denis, afin de réunir les 4 porteurs d'activités présents sur le site du Puits d'Enfer du Parc départemental du Sausset. Elle est l'entité responsable de la gestion du lieu et ses objectifs sont de favoriser le bien-être des habitants, créer des espaces d'échange et sensibiliser à l'alimentation durable. Elle assure l'ancrage territorial de la ferme, coordonne les activités d'animations et événementielles sur site, et communique sur l'ensemble des actions menées par les porteurs d'activités.

✍ AUTEUR(S)

JORGJI PHILIPPE

philippe.jorgji@gmail.com

Fiche rédigée par **Leticia do Valle**

⌚ PROGRAMME

Lieu de réalisation: Au sein du Parc départemental du Sausset

Origine et spécificités du financement : Subvention du Département Seine-Saint-Denis et de l'ADEME

⌚ ORGANISME(S)

LA FERME DU SAUSSET

Aulnay-sous-Bois - 93600

Parc Départemental du Sausset

1 Salariés / 15 Bénévoles / 11 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

📅 Date de lecture de la fiche

11/04/2022

Domaine

Agriculture

Alimentation

Exclusion et isolement

Pauvreté, précarités

📍 Localisation

France

Type de structure

Exploitation agricole

Exploitation agricole

Envergure du programme

Locale

Bénéficiaires

Population urbaine

Population précaire

Outil d'intervention

Outil de planification

Programme d'actions

Type d'acteur

Producteur

Type d'action

Production agricole

Agriculture urbaine

Consommation

Alimentation solidaire

Valorisation non alimentaire

Pédagogie / sensibilisation

Type d'objectif

Sociaux

Aide et insertion (personnes handicapées/chômeurs...)

Sociaux

Amélioration de l'accès à l'alimentation

ORIGINE ET CONTEXTE

Le projet de la Ferme du Sausset a démarré début 2020 par un appel à projet du Département Seine Saint-Denis qui souhaitait l'installation d'une ferme urbaine dans le Parc départemental du Sausset, qui dispose d'anciennes terres agricoles. Il s'agit d'un parc urbain qui existe depuis près de 40 ans et qui couvre environ 200 hectares. Le parc reçoit un public régulier, principalement des enfants et c'est un lieu important pour les loisirs des habitants qui vivent à proximité. La ferme a été installée dans la zone forestière du parc "du puits d'enfer" qui couvre une superficie de 25 hectares, la ferme occupant avec ses porteurs de projet 5,5 hectares.

OBJECTIFS

L'objectif de la Ferme est de favoriser le bien-être, l'agriculture urbaine, la santé, l'accès à un environnement sain pour tous et l'accès à une alimentation saine par le biais de l'installation de plusieurs porteurs de projet liés à l'alimentation durable.

L'association est très récente. Son équipe travaille actuellement à définir précisément les orientations stratégiques et à organiser les activités de l'association.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

Il est prévu que d'ici 2023/2024, 4 porteurs de projets soient installés sur la ferme du Sausset. Pour l'instant, deux y sont déjà installés : Le Potager du Grand Paname (LPDP) et Pariciflore. Le premier est spécialisé en production maraîchère bio, avec une technique maraîchage sur sol vivant. Pariciflore est une pépinière de production de plantes locales sauvages qui a pour objectif d'inciter les collectivités à utiliser ces plantes dans leurs aménagements, afin de mieux préserver la biodiversité.

Ces structures accueillent du public : visites, ateliers, accueil d'étudiants en stage ou service civique, animation et manifestations autour de chantiers participatifs. L'objectif est également d'adopter une forme ludique pour tous les publics, dont les enfants et les femmes (décembre 2021). Les enjeux abordés ciblent l'alimentation durable, la santé, le bien-être, la valorisation de la biodiversité, mais aussi et surtout la lutte contre la précarité alimentaire.

La création d'un jardin pédagogique de 1 000m² est prévue en 2022. Situé à proximité de la ferme, l'objectif est de mettre cet espace à disposition d'une association locale pour inciter les habitants à s'approprier les lieux et à développer des potagers biologiques pour leur consommation personnelle.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

Le Potager du Grand Paname a organisé 3 événements en 2021-2022 :

- Visites pédagogiques et goûter à la ferme avec les femmes entrepreneures de Seine Saint Denis ;
- Atelier semis de navets avec adultes et enfants de l'association Veni Verdi, visite pédagogique de l'exploitation LPGP et du collectif La Ferme du Sausset, suivie d'un goûter à la ferme.
- Depuis Septembre 2021 : vente directe hebdomadaire de légumes biologiques sur l'exploitation le jeudi matin.

Pariciflore a également organisé régulièrement des ateliers découverte à l'intention d'un public large (scolaire, famille, séniors) et a accueilli des élèves, des étudiants en stage, ainsi que des services civiques.

ORIGINALITÉ

La principale force de la Ferme du Sausset est l'engagement et le soutien du Département pour développer l'agriculture urbaine dans un territoire très urbanisé.

D'autres structures ont des activités similaires avec qui la ferme échange régulièrement :

- La ferme des Possibles de Stains – moins de production, plutôt accueil de public
- Cité Maraîchère de Romainville, ferme urbaine avec serres de production.

PARTENARIAT(S)

- L'association a une subvention du Département Seine-Saint Denis et de l'ADEME permettant l'emploi d'un salarié à temps plein.
- L'association fait partie des Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE)
- La Ferme du Sausset est partenaire de l'Association CARMA BIO qui soutient la production biologique dans les Départements 95 et 93
- L'association est également partenaire du collectif "TRIANGLE DE GONESSE"
- Partenariat avec le Parc départemental du Sausset et les acteurs du territoire, comme l'établissement public territorial "Terres d'envol" et l'Association des Femmes Relais d'Aulnay-sous-Bois
- Partenariat avec le Département de la Seine-Saint-Denis pour le Projet alimentaire territorial (PAT) et le Plan Canopée

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

- Le public cible est une population défavorisée. Un défi est donc d'assurer que la ferme soit un espace d'accueil inclusif pour cette population.
- Assurer que la population puisse accéder à la production biologique comme source d'alimentation saine.
- Les décisions politiques sont parfois peu rapides pour être mises en place, ce qui freine le développement de la ferme.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Projet de destiner les produits aux épiceries solidaires et cantines scolaires du territoire.
- Organisation de plus en plus d'ateliers et d'animations sur la Ferme pour faire connaître le projet aux habitants du département.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

La ferme bénéficie d'un fort soutien et d'une collaboration étroite avec le Département et ses élus, même si les décisions politiques ne sont pas toujours aussi rapides que souhaité. Le département envisage que la Ferme devienne une ferme pilote/modèle. Le partenariat avec d'autres acteurs du territoire (villes autour de la ferme, associations locales....) est aussi nécessaire pour la réussite de ce projet.

FICHE INITIATIVE 1 : MOBILISATION CITOYENNE POUR UNE CONSOMMATION DURABLE, LOCALE ET SOLIDAIRE



Les Loco-Motivés

Les Loco-Motivés est une association lancée en 2012 dans le département de l'Aveyron dans le but de commercialiser des produits cultivés et produits dans la région, dont des produits alimentaires. Cette initiative accompagne également les agriculteurs et les artisans à adopter des pratiques agroécologiques et plus durables. Grâce à une commercialisation à prix justes et un choix de produits agroécologiques, le projet contribue à une rémunération juste des producteurs ainsi qu'à la préservation de l'environnement.

AUTEUR(S)	PROGRAMME	ORGANISME(S)
DEGOUTE STÉPHANIE stephanie.degoute@loco-motives.fr Fiche rédigée par Angie Guavita	Lieu de réalisation: Aveyron	LES LOCO-MOTIVÉS - 12120 Arvieu 2 Salariés / 5 Bénévoles / 52 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche	13/04/2022	Localisation	France	Occitanie	Aveyron			
Domaine	Agriculture	Type de structure	Association, collectif, ONG					
Envergure du programme	Alimentation	Bénéficiaires	Agriculteurs					
Locale	Type d'acteur	Universel						
Outil d'intervention	Outil opérationnel Mise à disposition (création, gestion, entretien, développement) d'infrastructures/outils/équipements (marché, bâtiment, ressources électroniques, etc.)							
Type d'action	Type d'objectif							
Distribution/commercialisation Commercialisation en ligne	Sociaux Amélioration de l'accès à l'alimentation							
Distribution/commercialisation Vente en circuit-court	Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine							
Champ d'action	Agir en faveur de l'accès à l'alimentation							

ORIGINE ET CONTEXTE

L'initiative est née il y a dix ans dans la région de l'Aveyron qui se caractérise par son contexte essentiellement rural. Cette association vise à développer la commercialisation en ligne de produits locaux, alimentaires et artisanaux. La ligne de la structure a progressivement évolué pour intégrer des produits répondant à une charte éthique exigeante issus de pratiques agroécologiques. Aujourd'hui, 80% des produits commercialisés sont des produits biologiques, ou certifiés Nature et Progrès.

OBJECTIFS

Actuellement, l'association travaille avec un accompagnement externe pour définir clairement les objectifs et les actions à développer en tant que collectif, en mettant l'accent sur la façon dont un modèle de consommation peut être développé et comment un autre modèle d'approvisionnement écologique et local peut être promu dans la société.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

L'activité principale de l'association est la commercialisation de produits locaux à travers son site web à des prix accessibles. Elle fournit également des services de restauration sur demande avec des produits locaux, principalement biologiques et avançant dans la politique du zéro déchet, ainsi que l'accompagnement de nouveaux producteurs intéressés par la transformation de leurs activités vers des processus agroécologiques. Un système d'adhésion de 10 euros par an, non obligatoire, a été mis en place.

L'association travaille avec les producteurs locaux de la région, en promouvant les processus biologiques et en accompagnant la transformation vers ceux-ci, en articulant le travail des agriculteurs, des artisans et en commercialisant les produits auprès du public.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

L'association s'est développée au cours des dernières années, tant par le nombre de producteurs qui l'ont rejointe que par le nombre de ventes. Actuellement, une moyenne de 220 paniers hebdomadaires sont commandés, avec environ 10 000 paniers / an.

ORIGINALITÉ

L'association a permis la mise en réseau des producteurs locaux avec les consommateurs, leur transformation vers des processus agroécologiques respectueux de l'environnement, leur formation à travers différents ateliers pour l'amélioration constante des processus de production, la vente de produits frais à des prix équitables, qui favorisent la santé et le bien-être de la communauté en général, ainsi que la sensibilisation aux produits consommés et la promotion de circuits courts de distribution dans la région.

PARTENARIAT(S)

Pour l'instant, l'association a seulement un partenaire technologique pour gérer le site web sur lequel elle fait la promotion et la vente de ses produits.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Une stratégie est en cours d'élaboration pour pouvoir ajuster les prix afin de les rendre plus accessibles au public, améliorer les stratégies de marketing pour promouvoir l'association, augmenter le nombre de personnes passant commande et générer à son tour un plus grand impact sur l'alimentation de la population locale.

Améliorations futures possibles :

- Une stratégie de marketing à travers les médias numériques permettrait une plus grande visibilité du programme,
- De nouveaux partenariats pourraient renforcer non seulement les volets de la production, de la commercialisation, mais aussi la formation des producteurs à travers des ateliers pour améliorer ou innover

dans leurs pratiques quotidiennes.

- L'association cherche des ressources pour l'amélioration de ses activités ainsi que pour sa visibilité dans la communauté locale.

Idées de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée :

Loco-Motivés souhaite contribuer à la construction du concept de démocratie alimentaire afin que les gens puissent avoir accès à des aliments de qualité sans aucun type de problème, c'est-à-dire en contribuant à la construction d'un modèle de consommation dans la région.

FICHE INITIATIVE 2 : MOBILISATION CITOYENNE POUR UNE CONSOMMATION DURABLE, LOCALE ET SOLIDAIRE



Le Cabas Solidaire : une épicerie solidaire développe la tarification sociale à Niort

Le Cabas Solidaire est une épicerie sociale de Niort qui vise à transformer en profondeur les pratiques traditionnelles de l'aide alimentaire. Grâce à la mise en place d'une tarification solidaire et un approvisionnement en produits locaux, l'épicerie ouvre l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous, en offrant un accompagnement aux publics bénéficiaires.

AUTEUR(S)

AUGER STÉPHANIE
soliniort@gmail.com
Fiche rédigée par **Gervely Tenéus**

PROGRAMME

Lieu de réalisation: Niort
Origine et spécificités du financement : subventions publiques, financement privé, Fonds propre

ORGANISME(S)

SOLI'NIORT
Niort - 79000
52 Rue de Sainte-Catherine
2 Salariés / 50 Bénévoles

COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche

21/03/2022

Appréciation(s) du comité

Source d'inspiration !

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Bénéficiaires

Population précaire

Universel

Type d'action

Consommation Alimentation solidaire

Localisation

France

Nouvelle Aquitaine

Deux Sèvres

Domaine

Alimentation

Pauvreté, précarités

Envergure du programme

Locale

Type d'acteur

Acteurs de la consommation

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

Sociaux Création et renforcement du lien social

Pédagogiques Sensibilisation des consommateurs

ORIGINE ET CONTEXTE

Porté par l'association Soli'Niort, **Le Cabas Solidaire** est une épicerie solidaire créée en septembre 2020 à l'initiative du Secours Catholique et de l'association l'Escal afin de redéfinir leur intervention caritative dans le domaine alimentaire. Alors que chacune des associations possédait son épicerie, ces dernières ont été fermées pour ouvrir ensemble Le Cabas Solidaire en partenariat avec le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) de la ville. Cette initiative se veut en opposition au modèle proposé traditionnellement dans l'aide alimentaire qui

légitime la surproduction des industries agro-alimentaires tout en appauvrissant les producteurs ainsi que la qualité de l'alimentation des bénéficiaires.

OBJECTIFS

- Offrir à tous un accès digne et durable à une alimentation de qualité respectant la dignité des personnes ;
- Favoriser la participation et le pouvoir d'agir du plus grand nombre des usagers

ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Valorisation de produits locaux, mais aussi d'autres gammes de produits afin de respecter les choix et les habitudes alimentaires
- Mise en place d'une tarification solidaire : des clients solidaires paient 100% du prix affiché en magasin pour financer des réductions de prix en fonction des revenus (-40 ou -60 %) ;
- Animation d'ateliers de création, de cuisine et des temps d'échanges à l'intention des usagers
- Appropriation de l'épicerie et de son fonctionnement par les clients/usagers

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

Le Cabas Solidaire étant une initiative très jeune et encore dans sa phase d'implémentation, il est difficile actuellement de mesurer rigoureusement ses impacts. Néanmoins, certaines activités et stratégies priorisées préfigurent des impacts significatifs à long terme sur le tissu social local :

ORIGINALITÉ

- Le Cabas solidaire est le fruit d'un partenariat local autour d'une vision de la solidarité alimentaire qui se propose de dépasser l'approche caritative de l'aide alimentaire ;
- Le système de tarification solidaire qui fonde le modèle économique de l'initiative est un point d'innovation sociale intéressant ;
- L'orientation donnée à l'épicerie traduit une volonté des initiateurs de faire évoluer leurs pratiques et de contribuer à une nouvelle forme de solidarité alimentaire

PARTENARIAT(S)

- Le Cabas Solidaire développe des partenariats forts (logistiques, financiers, référencement) avec la Ville de Niort et son CCAS, le Conseil départemental des Deux-Sèvres et la Communauté d'Agglomération du Niortais.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

- Insuffisance des financements externes ; les subventions des pouvoirs publics restent très limitées au regard des besoins actuels ;
- Le modèle économique (tarification solidaire) n'a pas encore atteint son équilibre ;
- L'initiative, étant très jeune (environ un an et demi lors de l'écriture de cette fiche), a été fortement impactée par la crise sanitaire liée au Covid-19 ;
- La participation du public dans les ateliers n'atteint pas encore le niveau espéré.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Réflexion en cours pour une meilleure implication des usagers dans la mise en place des ateliers collectifs autour de l'alimentation et bien d'autres thématiques ;
- Prévision d'une enquête auprès des clients solidaires pour mieux comprendre les raisons de leurs engagements afin de consolider cette part de financement indispensable pour le modèle économique de l'épicerie.

Améliorations futures possibles :

- Associer davantage les usagers dans l'animation et la gouvernance de l'épicerie ;
- Renforcer les liens avec les producteurs locaux ;
- Renforcer l'information en rayon sur la consommation responsable, en incitant au questionnement plutôt qu'à la culpabilisation.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

- Fidéliser les clients solidaires autour du sens de leurs achats, de la qualité des produits et services proposés ;
- Rechercher de nouveaux fournisseurs et prendre en compte le respect des habitudes alimentaires dans l'offre proposée ;
- Développer davantage les modalités de communication sur la philosophie de l'épicerie et des services ;
- Développer de nouveaux partenariats (associations, entreprises, pouvoirs publics) ;
- Application du principe de la gouvernance partagée et de la participation tous dans le fonctionnement de l'épicerie ;
- Système de livraison à domicile pour répondre au problème de mobilité de certaines catégories de public

Idées de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée :

- Rôles des usagers dans la gouvernance et l'animation de l'épicerie solidaire : défis et leviers d'actions

FICHE INITIATIVE 3 : MOBILISATION CITOYENNE POUR UNE CONSOMMATION DURABLE, LOCALE ET SOLIDAIRE



Diony Coop : une coopérative alimentaire autogérée qui favorise l'agriculture paysanne de proximité

Diony Coop est une "coopérative" alimentaire autogérée créée en 2015, portée par une association, qui prolonge l'action d'une AMAP de Saint-Denis (93), appelée Court-Circuit. Diony Coop développe un commerce équitable à des prix raisonnables, met en place des pratiques issues de l'éducation populaire et une gouvernance horizontale. La "coopérative" a la volonté de constituer du lien social par l'échange équitable, par la discussion et limitation des rapports hiérarchiques et en réduisant au minimum les espaces de pouvoir.

✍ AUTEUR(S)

RICHARD JEAN CLAUDE

barijo@wanadoo.fr

RICHARD JEAN CLAUDE

dionyversite@orange.fr

Fiche rédigée par **Leticia Do Valle**

⌚ PROGRAMME

Démarrage: 2011

Lieu de réalisation: Saint Denis

Origine et spécificités du financement : Fonds propres

♀ ORGANISME(S)

DIONY COOP

Saint-Denis - 93200

2 Rue de la Ferme

/ 730 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

📅 Date de lecture de la fiche

21/03/2022

Appréciation(s) du comité

A généraliser !

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Bénéficiaires

Universel

Population urbaine

Population précaire

Type d'action

Distribution/commercialisation Création de circuits de proximité (géographique)

📍 Localisation

France

Île-de-France

Seine Saint Denis

Domaine

Alimentation

Envergure du programme

Locale

Type d'acteur

Distributeur

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

Sociaux Création et renforcement du lien social

Sociaux Recherche d'une plus grande équité dans les relations

Développement local Synergie entre les acteurs du territoire

ORIGINE ET CONTEXTE

Créée en 2011, l'AMAP Court Circuit est l'une des plus grosses AMAP de France. La structure qui en découle n'a pas été créée dans l'intention d'être une coopérative alimentaire bio de plus. Elle a été créée avec l'intention d'être une expérimentation pratiquée avec une gouvernance horizontale, sans rapport d'autorité ou de relation hiérarchique, avec une modalité d'organisation autogestionnaire de ses membres qui souhaitent s'engager volontairement dans l'organisation et la gestion de la coopérative.

OBJECTIFS

- Crée une alternative à la grande distribution, suite directe de l'AMAP Court-Circuit
- Expérimenter une gouvernance horizontale : montrer que des hommes et des femmes sont intellectuellement capables de faire fonctionner une structure, de façon autogérée, sans hiérarchie ni chef.
- Donner aux habitants de la ville la possibilité d'acheter des produits bio et issus du commerce équitable à des prix raisonnables.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

A Diony Coop, chaque coopérateur est responsable du fonctionnement quotidien de la coopérative :

- Les clés de la coopérative sont disponibles à tous les coopérateurs.
- Après avoir signé la charte Diony Coop, le coopérateur dépose une somme d'argent, notée sur une fiche personnelle, correspondant à son budget pour des achats futurs à l'épicerie. Cette somme permet l'approvisionnement en produits, à prix coûtant ;
- Chaque coopérateur doit contribuer à la location et à l'assurance du local avec 20 euros par an ;
- Au moment de faire ses courses, il est de la responsabilité du coopérateur de noter le montant acheté sur sa fiche personnelle et de calculer le reste disponible. Personne ne contrôle ou ne vérifie donc la gestion des achats individuels.
- Selon le désir ou savoir-faire du coopérateur, la forme de la participation au fonctionnement de la coopérative est libre, pensée en tant qu'initiative individuelle et volontaire, qui peut recouvrir :
 - l'accueil aux heures d'ouverture
 - la gestion des achats de produits
 - la gestion des réceptions des produits et le rangement des produits dans les rayons
 - La relation avec les fournisseurs.
 - La gestion de la communication
 - La gestion et organisation du lieu

Informations complémentaires :

- Les produits sont vendus au prix d'achat, sans aucune marge ajoutée;
- Diony Coop encourage l'éducation populaire, avec espace de partage de connaissance entre les membres, sans aucune forme d'imposition.
- La coopérative a un ou plusieurs trésoriers. Tous les membres qui veulent être trésorier peuvent l'être.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- En janvier 2022, Diony Coop comptait 280 coopérateurs.
- Suite au succès de Diony Coop, deux autres boutiques de la coopérative ont été créées à Saint Denis. L'une avec 150 membres (6 Place du Bel Air) et l'autre avec 300 membres (10bis, rue Dézobry).

ORIGINALITÉ

Le modèle de gouvernance est original : il n'y a pas de structure juridique active avec président, bureau, assemblée générale, CA. L'initiative est une expérience autogestionnaire.

Lorsqu'un membre identifie le besoin d'un investissement ou d'une directive liée à la coopérative, il le communique à tous les membres par e-mail. Si les autres membres partagent la même opinion, la décision est prise et s'ensuivent les actions nécessaires. Par exemple, le besoin d'acheter un réfrigérateur a été identifié par certains membres, puis une boîte en carton a été placée au siège pour tous les membres qui veulent contribuer financièrement à l'achat d'un réfrigérateur. C'est une intervention directe et pratique qui est laissée complètement ouverte à ceux et celles qui souhaitent porter un projet.

PARTENARIAT(S)

- Partenariat avec d'autres coopératives alimentaires de la Fédération des coopératives alimentaires autogérées (FEDE-COOP <http://fede-coop.org/liste-des-cooperatives-autogerees/>) pour échanger sur le sujet.
- Il n'y a pas de partenariat avec des institutions publiques

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Améliorations futures possibles :

Enjeux : Bien que Diony Coop soit située dans une cité à Saint Denis, peu de ses coopérateurs sont des habitants de la cité (peu d'adhésion des habitants de la cité).

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

Diony Coop s'investit dans des pratiques d'éducation populaire, afin que tous les membres soient en mesure de prendre des responsabilités dans la gestion de la structure. Par exemple, un des membres est responsable de l'achat du miel. S'il ne veut plus être responsable de cet achat et qu'un autre membre veut prendre sa place, il partagera avec lui son savoir-faire.

FICHE INITIATIVE 4 : MOBILISATION CITOYENNE POUR UNE CONSOMMATION DURABLE, LOCALE ET SOLIDAIRE



CoopaParis: Coopérative alimentaire de la Goutte d'Or

Implantée dans le quartier de la Goutte-d'Or en janvier 2014, l'association Coopaparis est née d'un regroupement de consommateurs citoyens soucieux de consommer des produits de bonne qualité à un prix raisonnable, tout en soutenant une agriculture respectueuse de l'environnement. C'est ainsi qu'a été créé un magasin animé par les coopérateurs et approvisionné directement par les producteurs.

AUTEUR(S)

PRADAL CHRISTOPHE
christopheprada@gmail.com

JORGJI PHILIPPE
philippe.jorgji@gmail.com

Fiche rédigée par **Letitia do Valle**

PROGRAMME

Lieu de réalisation: Goutte d'Or, Paris
Budget: 97770

ORGANISME(S)

COOPAPARIS
Paris 18e Arrondissement - 75018
59 Rue Stephenson / 180 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche

11/04/2022

Domaine

Participation, gouvernance

Economie, finance solidaire

Alimentation

Exclusion et isolement

Localisation

France

Île-de-France

Paris

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Coopérative Coopérative

Envergure du programme

Locale

Bénéficiaires

Population urbaine

Type d'acteur

Acteurs de la consommation

Type d'action

Distribution/commercialisation Créditation de circuits de proximité (géographique)

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine

Sociaux Aide et insertion (personnes handicapées/chômeurs...)

Sociaux Créditation et renforcement du lien social

ORIGINE ET CONTEXTE

Face à la menace de la disparition d'une agriculture paysanne, les initiatives favorisant les circuits-courts et les échanges directs producteurs/consommateurs se sont multipliées depuis plusieurs années. Ouverte en janvier 2014, l'association est née d'un regroupement de consommateurs citoyens soucieux de consommer des produits de bonne qualité à un prix raisonnable tout en soutenant une agriculture respectueuse de l'environnement. Ce magasin coopératif alimentaire s'est constitué autour du respect de valeurs fortes et partagées : proximité avec les producteurs, transparence sur l'origine des produits et des modes de production sont maîtres mots. Lors du démarrage, quatre fondateurs ont avancé 1 000 euros chacun afin de pouvoir constituer un premier fond de trésorerie.

OBJECTIFS

Les objectifs sont :

- Soutenir l'agriculture paysanne
- Promouvoir des modes de production durables, respectueux de l'environnement
- Inventer un espace permettant d'interroger les modes de consommation en rapprochant consommateurs et producteurs
- Développer la vente directe et les circuits courts en supprimant les intermédiaires
- Favoriser l'accès à une alimentation de qualité au plus grand nombre à un prix abordable

Coopaparis souhaite à la fois être un lieu de pratiques citoyennes – par la mise en valeur des principes coopératifs, en particulier la gestion collective – et une réponse à la hauteur des enjeux que constituent le maintien d'une agriculture responsable/durable avec l'espoir de créer les conditions de son développement dans les années qui viennent.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

- Les produits sont vendus avec des marges de 10% sur le sec et 20% sur le frais afin de payer le loyer et les charges du local et les frais.
- À Coopaparis, tous les membres sont bénévoles et participent à l'organisation et à la vie de la coopérative. L'adhésion à l'association (30€/an) permet de faire ses achats à la boutique. Cinq fois par an, chaque membre participe à la vie de la Coopérative : permanence boutique, ménage, livraisons. C'est la participation minimale demandée.
- L'association fonctionne par commission : commission approvisionnement, commission finances, commission magasin, commission hygiène, commission ménage. Les coopérateurs participent à titre volontaire au fonctionnement de chaque commission.
- Au niveau de la gouvernance, le fonctionnement est démocratique. Il y a des réunions mensuelles décisionnaires, à main levée, avec le principe "un coopérateur, une voix".

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

- Coopaparis réunit aujourd'hui 180 adhérents
- La Coopaparis reçoit régulièrement la visite de groupes qui s'inspirent de l'association Coopaparis pour créer leur propre projet. Par exemple, DionnyCoop et French Coop ont engagé une discussion avec Coopaparis avant de créer leur propre coopérative.

ORIGINALITÉ

L'originalité de l'association provient principalement de la mise en œuvre d'une boutique autogérée et sans salariés, un concept issu des États-Unis et du Canada qui existe peu en France. Chaque membre doit assurer la permanence de la boutique une fois par semaine avec d'autres membres pour assurer son fonctionnement. Une réunion mensuelle permet de coordonner la gestion quotidienne et de prendre des décisions sur le principe « un membre, une voix ».

PARTENARIAT(S)

La Coop a été nommée lauréate de la fondation Carasso en 2014 et a bénéficié d'un soutien sur trois ans pour financer l'achat d'une chambre froide supplémentaire et d'autres équipements à installer dans un local plus grand, doté de surfaces de stockage et d'accueil adaptées aux dimensions actuelles du projet.

Depuis, CooPaparis ne reçoit aucune subvention des institutions publiques, dans le but de rester indépendante. L'association est ainsi complètement autonome financièrement.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

- Malgré l'intention de faire venir les producteurs pour qu'ils puissent présenter leur produit, cela reste limité car les producteurs ne sont pas très disponibles pour venir à la Coopérative. De plus, l'organisation dépend de bénévoles qui ont de forte contraintes de temps.
- L'association a perdu beaucoup d'adhérents à cause du COVID. Avant le Covid, 450 personnes étaient adhérentes, ce chiffre est ensuite passé à 180. À cause de mesures sanitaires, l'accès au magasin a été limité, induisant des files d'attente à l'extérieur du local. Pendant la période de restriction COVID, la diversité des produits a baissé, du fait de problématiques d'approvisionnement. Pour faire face à cette difficulté, la coopérative a dû réduire ses stocks.
- La plupart des membres de la coopérative ne sont pas les habitants de la Goutte d'Or.

Améliorations futures possibles :

La Coop envisage d'incorporer plus d'initiatives solidaires.

Objectif de faire venir les producteurs pour qu'ils puissent présenter leur produit et leurs modes de production aux consommateurs.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

La réussite du projet découle d'une forte demande de participation et de la qualité des produits eux-mêmes, qui sont de qualité et traçables. L'aspect coopératif, l'engagement, le lien social de cette boutique en font un lieu de rendez-vous incontournable et prouvent qu'il est possible de s'engager dans un quartier et de créer du lien avec les producteurs.

Idées de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée :

Recherche sur la gestion de projets similaires dans d'autres pays, par exemple au Canada et au Japon.

FICHE INITIATIVE 1 : RÉINSERTION ET INCLUSION DES PERSONNES PRÉCAIRES AU SYSTÈME ALIMENTAIRE

Les Mamas de Grigny

À Grigny, un groupe de femmes économiquement et socialement défavorisées exerçant des activités de vente informelle autour de la gare RER se sont organisées pour créer un service de traiteur solidaire. L'enjeu est de contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leur communauté par le biais de l'alimentation, en améliorant leurs compétences et par la génération de revenus.

AUTEUR(S)

BOCCA ROBERTA
roberta.bocca@grdr.org
Fiche rédigée par Angie
Guavita

PROGRAMME

Lieu de réalisation: Grigny, Ile de France
Budget: 10000
Origine et spécificités du financement : Subvention multipartenaire

ORGANISME(S)

LES MAMAS DE GRIGNY
Grigny - 91350
78 Route de Corbeil
/ 10 Adhérents

COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche

11/04/2022

Localisation

France Île-de-France Essonne

Domaine

Alimentation Pauvreté, précarités
Exclusion et isolement

Type de structure

Association, collectif, ONG Association, collectif, ONG

Envergure du programme

Locale

Bénéficiaires

Population précaire

Outil d'intervention

Outil opérationnel Mise à disposition (création, gestion, entretien, développement) d'infrastructures/outils/équipements (marché, bâtiment, ressources électroniques, etc.)

Type d'acteur

Distributeur

Type d'action

Consommation Alimentation solidaire
Consommation Consommation alimentaire (Autre)

Type d'objectif

Sociaux Amélioration de l'accès à l'alimentation
Sociaux Amélioration de la santé par une alimentation saine
Sociaux Création et renforcement du lien social
Sociaux Promotion de la place des femmes
Pédagogiques Amélioration de l'accès à l'information

Champ d'action

ORIGINE ET CONTEXTE

Le projet est né en 2019 par l'engagement des femmes qui travaillent sur le parvis de la gare de la ville. La première étape du projet a consisté en quelques réunions pour identifier les problèmes qu'elles rencontrent en tant que communauté. Ainsi, le projet fait le pari d'apporter des solutions à certains problèmes rencontrés, en ciblant les besoins des femmes qui vivent grâce à la vente informelle, mais aussi en ciblant les besoins des habitants du quartier, qui ne disposent pas d'une offre suffisante d'espaces communs tels que les restaurants, supermarchés ou commerces.

OBJECTIFS

Pour les femmes participant au projet, il s'agit d'améliorer et de valoriser leurs compétences et d'apporter une réponse aux freins économiques qu'elles rencontrent dans leur travail informel dans le but d'ouvrir un traiteur ouvert au public. L'objectif est donc aussi de répondre aux besoins des habitants de la ville de Grigny, en particulier ceux qui n'ont pas accès à un repas complet par jour, ceux qui manquent de solution d'hébergement et qui ne disposent pas d'un espace pour cuisiner.

ACTIONS MISES EN OEUVRE

Les femmes travaillent 2 jours par semaine (les lundi et jeudi) pour assurer un repas aux personnes les plus défavorisées avec la quantité nutritionnelle recommandée. Le repas est distribué gratuitement par le Centre Communautaire d'Action Sociale - CCAS. Elles travaillent main dans la main avec l'Épicerie Solidaire pour éviter de jeter les fruits et légumes invendus.

Les femmes reçoivent également une formation sur l'élaboration des menus, la valeur nutritionnelle et des cours de cuisine avec des ingrédients nouveaux pour eux, car la plupart d'entre eux sont des migrants.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

La principale contribution du projet est le nombre de personnes touchées par l'initiative, plus de 100 personnes par semaine peuvent accéder à un repas ayant la valeur nutritionnelle requise.

En outre, le projet contribue également à réduire le gaspillage alimentaire de fruits ou légumes de l'épicerie solidaire et participe à construire un espace social dans lequel ces femmes peuvent partager en communauté, échanger des recettes, avoir des espaces de formation.

L'objectif pour cette année 2022 est d'avoir un restaurant solidaire ouvert au public, où les gens paient leurs repas en fonction de leur niveau de revenu, ainsi que d'être un espace de partage communautaire.

ORIGINALITÉ

Ce projet est né du besoin des femmes du secteur alimentaire informel de la ville, qui, par leur action à visée sociale, veulent contribuer à l'amélioration des conditions de vie de leur communauté.

De la même manière, elles espèrent à l'avenir pouvoir contribuer au projet de restaurant solidaire, afin de disposer d'un revenu plus important et d'avoir à leur tour un impact positif sur la santé et les conditions de vie de la population.

PARTENARIAT(S)

Le projet est soutenu par différents organismes, la mairie et le CCAS, qui apportent un soutien financier et logistique, et l'association Grdr qui, en plus d'apporter un soutien financier et logistique, accompagne l'association et les femmes qui font partie du projet.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés pendant la mise en œuvre :

La plus grande difficulté du projet jusqu'à présent a été la pandémie, car il a été difficile pour l'association de femmes de trouver un espace approprié pour ouvrir le restaurant en raison des restrictions et d'adopter les mesures et protocoles pertinents. La dépendance financière du projet a également constitué une difficulté.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Bien que l'ouverture du restaurant ait dû être reportée en raison de la pandémie, des progrès ont été réalisés dans d'autres domaines, tels que la formation des femmes de l'équipe et d'autres tâches qui ont permis à de nouvelles personnes de rejoindre le projet.

Améliorations futures possibles :

Pour l'instant, le mieux pour l'association serait que le restaurant soit ouvert pour évaluer sa viabilité, faire avancer le projet, contribuer aux besoins de Grigny et pouvoir évaluer la capacité opérationnelle pour obtenir une publicité qui puisse satisfaire l'offre du site.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

Le succès du programme repose sur le travail collectif des femmes de la ville, qui, malgré leurs difficultés, ont construit un projet qui a répondu à un besoin fondamental de la communauté : l'accès à l'alimentation. Elle a également créé des liens importants qui amélioreront leur qualité de vie non seulement en termes économiques, mais aussi sur le plan social et culturel.

Idées de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée :

L'association a été bien accompagnée à différents niveaux ce qui lui a permis de faire avancer le projet. De plus, l'examen des expériences des restaurants solidaires en Ile de France a été importante pour construire un projet solide. Les membres de la structure ne sont cependant pas familiers avec le concept de démocratie alimentaire.

FICHE INITIATIVE 2 : RÉINSERTION ET INCLUSION DES PERSONNES PRÉCAIRES AU SYSTÈME ALIMENTAIRE



La ferme de la butte Pinson : une ferme pédagogique et d'insertion

ESPOIR

La ferme Butte Pinson est une ferme pédagogique inclusive et d'insertion basée à 7 km de Paris. Cet îlot de verdure de 114 hectares au passé horticole a été réaménagé par l'Agence des Espaces Verts de la Région Île de France. Ce lieu de réflexion sur l'écologie urbaine vise à l'amélioration du cadre de vie et du quotidien des habitants franciliens, tout en permettant l'insertion d'un jeune public condamné par la justice à la réalisation de travaux d'intérêt général (TIG).

AUTEUR(S)	PROGRAMME	ORGANISME(S)
BOUCHER JULIEN julien.boucher@lesfermesdespoir.fr Fiche rédigée par Leticia do Valle	Lieu de réalisation: Montmagny	FERME DE LA BUTTE PINSON Espoir CFDJ Montmagny - 95360 16 Rue Suzanne Valadon

COMITÉ DE LECTURE

Date de lecture de la fiche

12/04/2022

Appréciation(s) du comité

Source d'inspiration !

Localisation

France

Domaine

Agriculture Aide et accompagnement

Discriminations Education et formation

Pauvreté, précarités

Type de structure

Entreprises Entreprise

Envergure du programme

Locale

Bénéficiaires

Détenus

Elèves, étudiants

Population précaire

Outil d'intervention

Outil de planification Programme d'actions

Outil opérationnel Manifestations (foire, rencontres territoriales, campagnes publicitaires, etc.)

Outil opérationnel Mise à disposition (création, gestion, entretien, développement) d'infrastructures/outils/équipements (marché, bâtiment, ressources électroniques, etc.)

Type d'acteur

Producteur

Type d'action

Services d'accompagnement Formation, gestion, aide technique, juridique...

Production agricole Agriculture périurbaine

Type d'objectif	Production agricole Agroécologie
	Valorisation non alimentaire Pédagogie / sensibilisation
Type d'objectif	Champ d'action
Sociaux Aide et insertion (personnes handicapées/chômeurs...)	Agir sur l'éducation à l'alimentation
Sociaux Création et renforcement du lien social	
Pédagogiques Amélioration de l'accès à l'information	
Pédagogiques Communication auprès des enfants	

ORIGINE ET CONTEXTE

L'initiative a commencé fin 2014 avec l'intention d'élaborer un support de prise en charge du travail d'intérêt général qui soit souple, inclusif et en capacité d'intégrer un maximum de personnes. Le projet a été imaginé au sein d'un parc en friche, délaissé et couvert de gravats, en vue de dynamiser le territoire, créer des liens entre l'urbain et le périurbain et valoriser des sites désaffectés. Au fur et à mesure, la ferme a ajouté un volet d'accueil de publics scolaire ou en situation de handicap, ainsi que des activités d'animation sur le territoire sur les enjeux de développement durable. L'initiative a finalement été intégrée aux actions de protection de l'enfance de l'association Espoir CFDJ.

OBJECTIFS

Les objectifs sont :

- L'insertion sociale par la promotion de la créativité individuelle et collective
- L'animation du territoire et la participation de tous au débat public
- La promotion d'une éducation populaire et d'une agriculture de proximité
- Un travail de sensibilisation à l'environnement et au développement durable. Les visites ont pour objectif principal de permettre aux publics de mieux comprendre le monde qui les entoure, grâce à l'éducation populaire.
- L'innovation sociale et économique
- L'acquisition des outils d'analyse des problématiques majeures de notre époque (sociales, économiques, écologiques et politiques)

Les public cibles :

- les jeunes "neet" (not in employment, education or training), de 16 à 25 ans et éloignés de l'emploi.
- les personnes suivies par la justice
- tout type d'habitants et de jeunes à sensibiliser

ACTIONS MISES EN OEUVRE

Les principales activités sont liées à la prise en charge des jeunes pour leur retour à l'emploi : recréer des conditions classiques d'une entreprise, accompagner les jeunes dans une logique de travail pour qu'ils puissent entrer dans le monde professionnel avec plus d'aisance. L'initiative promeut aussi une démarche citoyenne proactive, notamment la capacité à s'engager dans la société pour la faire changer.

- Prise en charge de condamnés aux TIG et réinsertion
- Visites guidées, ateliers pédagogiques et culturels, activités d'insertion sociale et un tiers lieu. La ferme accueille des associations, des écoles primaire, maternelle, le collège, le centre social ou de loisirs, les maisons de quartier, les structures d'hébergement ou l'Institut Médico Educatif et enfin les particuliers lors de ses portes ouvertes et guinguettes.
- La ferme est un refuge pour les animaux de ferme. Des accords ont été conclus avec les services vétérinaires des préfectures qui leur confient des animaux abandonnés/maltraités. La ferme propose des ateliers de soin et d'échange avec les animaux permettant de créer un lien direct avec le monde animal et de

développer à son égard une attitude bienveillante, et de sensibiliser le public à la biodiversité et au développement durable.

- La production agricole de la ferme sert de support pédagogique pour apprendre aux visiteurs comment fonctionne le sol et comment cultiver. Ce n'est pas une production qui est vouée à être consommée dans de grands volumes.
- Dans la ferme, il y a aussi un projet de gestion de déchets.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

Chiffres en terme de fréquentation :

- Plus de 50.000 de visiteurs par an sur la ferme
- 150 enfants/jour visitent la ferme
- Beaucoup de travail avec des personnes en situation de handicap
- Publics diversifiés participant aux activités quotidiennes

Bilan 2020 :

- 4 670 heures effectuées de Travail d'intérêt général (TIG) par 71 personnes sous la main de la justice
- 2 670 heures de stage effectuées par 26 stagiaires
- 23 jeunes volontaires en service civique
- 5 250 enfants accueillis en visites pédagogiques
- 72 tonnes de réemploi alimentaires recyclés
- 325 poules réformées sauvées d'élevages industriels, 42 lapins adoptés,
- 57 bénévoles actifs
- Création d'une grainothèque

ORIGINALITÉ

La ferme est la seule ferme pédagogique inclusive de la région. La diversité de son public, notamment par l'intégration de personnes sous la main de la justice, fait son originalité.

PARTENARIAT(S)

La ferme Butte de Pinson fait partie de l'association ESPOIR CFDJ qui dispose des autres 2 fermes pédagogiques :

- Le Jardin d'Eole (Paris 18ème).
- La Ferme Mobile

Elle dispose aussi du soutien de la fondation Vinci et Adrienne Somme.

Des partenariats sont aussi fait avec : la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ), les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), la Ville de Montmagny, Pierrefitte sur Seine, la Préfecture du Val d'oise, les Porteurs des valeurs du réseau Oasis, l'Agence des Espaces Verts d'Île de France, La ligue de l'enseignement.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou un essaimage :

Enjeux :

- La prison et la réinsertion
- L'éducation populaire
- Malgré leur parcours de vie difficile, intégrer les jeunes au monde du travail dans de bonnes conditions
- Défendre un autre modèle de société, respectueux des gens, en respect du principe de sobriété. Un travail sur la question de décroissance est fait, notamment par la consommation responsable.
- Condition animale



4 rue de la Sorbonne
75005 Paris



alimentation@resolis.org
observatoire@resolis.org



www.resolis.org



[Association RESOLIS](#)



[@resolis1](#)



[Association RESOLIS](#)

Avec le soutien de :

